

Washington et Pékin amorcé par la visite du président Nixon à Pékin en décembre 1971, l'état d'urgence en Corée proclamé presque en même temps par le président Park, le succès de Kim Dae Jong du parti néo-démocrate comme grand rival de Park aux élections coréennes de 1971 (il obtenait 44 p. cent des votes), le «dialogue de réunification» amorcé avec le gouvernement de la Corée du Nord en août 1971 et les mesures successivement adoptées par Park qui en faisaient pratiquement un dictateur et dont la première consistait à amender la Constitution sud-coréenne à l'automne de 1969 pour lui permettre d'être réélu pour un troisième mandat consécutif. Comme les promesses faites par les États-Unis à la Corée du Sud semblaient s'évanouir (doctrine Nixon, visite à Pékin, retrait des troupes américaines du Vietnam et de la Corée, communiqué Sato-Nixon, détente entre les États-Unis et l'Union soviétique), la Corée du Sud se voyait poussée à accepter l'influence japonaise croissante et à amorcer un dialogue quelconque avec la Corée du Nord.

Le président Park considérait évidemment tous ces événements comme une menace à la sécurité nationale et il a donc cherché à raffermir son emprise politique sans guère se soucier de la protection des libertés démocratiques et des droits civils. Kim Dae Jong devait lui sembler un dangereux radical qui voulait la réunification de la Corée sans ingérence extérieure et le retrait des troupes américaines. Le 17 octobre 1972, Park proclamait la loi martiale, prononçait la dissolution de l'Assemblée nationale et interdisait toute activité politique. Aux termes de la Constitution, qu'il avait remaniée une fois de plus, son mandat de président était renouvelé pour une période indéterminée et son pouvoir renforcé de façon considérable. Park déclarait que ces pouvoirs supplémentaires lui étaient indispensables pour traiter plus efficacement avec la Corée du Nord au cours des négociations de réunification.

Kim Dae Jong se trouvait par hasard au Japon lors du blitz d'octobre organisé par Park. Au lieu de retourner en Corée, il se lança dans une campagne dénonçant Park comme étant un dictateur militaire et un tyran. C'est ainsi qu'une publicité très défavorable au régime de Park prit de l'envergure dans les deux pays sur lesquels la Corée du Sud comptait le plus, à savoir les États-Unis et le Japon. De toute évidence, Kim Dae Jong et sa clique devaient disparaître.

Enlèvement

Le 8 août 1973, cinq hommes enlevaient

Kim Dae Jong à Tokyo dans sa chambre d'hôtel et le ramenaient en Corée du Sud où il fut emprisonné dans une villa. Bien que le gouvernement sud-coréen ait d'abord nié toute implication dans l'affaire, les Japonais relevaient sur les lieux les empreintes digitales de Kim Dong Woon, premier secrétaire de l'ambassade sud-coréenne à Tokyo, et en concluaient que le gouvernement sud-coréen était effectivement responsable de l'enlèvement. L'indignation fut grande au Japon où on considéra l'affaire comme une violation de la souveraineté nationale, et le gouvernement exerça diverses pressions sur le régime de Park afin que Kim Dae Jong soit relâché. Le refus du gouvernement coréen amenait le Japon à suspendre son aide à la Corée du Sud et à ajourner la conférence ministérielle Corée-Japon projetée pour septembre 1973, retardant ainsi l'assistance économique prévue de l'ordre de 200 millions de dollars et l'affectation éventuelle de crédits de trois milliards de dollars au Plan économique de huit ans.

Ces pressions et d'autres (les États-Unis ont probablement incité la Corée du Sud à vider l'affaire avec le Japon) aboutissaient ultérieurement à la visite du premier ministre Kim Jong Pil à Tokyo le 2 novembre 1973 et à un règlement politique d'un différend établissant que ni Tokyo ni Séoul ne croyaient dans leur intérêt de poursuivre la querelle. Kim Jong Pil «regrettait vivement» les sérieux ennuis que l'enlèvement avait causés au gouvernement et au peuple japonais. Il admettait que le premier secrétaire Kim Dong Woon avait trempé dans l'affaire «à titre privé», soutenant ainsi la thèse que son gouvernement n'était pas impliqué mais promettant aussi que la Corée du Sud poursuivrait son «enquête» et en rapporterait les résultats au gouvernement japonais. Le premier ministre déclarait en outre que Kim Dae Jong, «remis en liberté», pourrait demander de quitter la Corée comme un citoyen ordinaire et n'aurait pas à rendre de compte de ses activités contre l'État avant son enlèvement à l'étranger. Kim Dong Woon démissionnait de son poste à Tokyo étant simultanément expulsé du Japon comme «persona non grata».

En réponse à ces «concessions», le Japon faisait de nouveaux projets pour tenir la conférence ministérielle vers la fin de l'année, reprenait son aide économique, et le premier ministre Tanaka déclarait qu'on avait entièrement réglé l'affaire par voie diplomatique. Deux jours plus tard, on rapportait que la Corée du Sud s'appropriait à demander au Japon 423 millions